



Questions à se poser en cas pratique – LAGH

SANTE-03 | Le questionnaire de survie avant d'entrer dans le brouillard génétique

Objectif JurisMedX

- Réviser vite, mais sans confondre vitesse et approximation juridique.
- Repérer les zones à risque avant que la question ne se transforme en boomerang.

10 questions-guides

1. Quel est le type exact d'analyse ou de profil ADN en cause ?
2. La situation relève-t-elle du domaine médical, du prénatal, du hors médical, du travail, de l'assurance, de la RC ou de la filiation ?
3. Qui est la personne concernée au sens de la LAGH ? Est-elle capable de discernement ?
4. Quel consentement est exigé et sous quelle forme ?
5. Quelle information devait être donnée avant l'analyse ?
6. Y a-t-il des informations excédentaires ? Peuvent-elles être communiquées ?
7. Qui a le droit de prescrire ou de réaliser l'analyse ?
8. Le laboratoire dispose-t-il de l'autorisation, reconnaissance ou accréditation requise ?
9. Les données/échantillons sont-ils protégés, conservés, transmis ou détruits conformément au cadre applicable ?
10. Existe-t-il un enjeu pénal, disciplinaire, civil ou de protection des droits de la personnalité ?

Erreurs à éviter

- Répondre uniquement avec la LPD alors que la LAGH règle précisément la situation.
- Oublier le droit de ne pas être informé.
- Traiter un profil ADN de filiation comme une analyse médicale classique.

Dernier conseil JurisMedX

- Un cas LAGH se gagne en qualification. Pas en récitant trois mots magiques sur la protection des données.